



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :  
083-248300543-20241223-lmc1361337-DE-1-1  
Date de validation par la préfecture : mardi 24 décembre 2024  
Date de publication : 26/12/2024

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 23 DÉCEMBRE 2024**

**NOMBRE D'ELUS  
METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 16**

**QUORUM : 9**

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
9	0	7

**OBJET DE LA DECISION**

**N° 24/730**

**CONSTITUTION D'UNE  
SERVITUDE DE PASSAGE ET  
DE CANALISATION AU  
PROFIT DE LA METROPOLE  
SUR UNE PARCELLE  
CADASTREE SECTION AT N°  
0118 SISE QUARTIER  
SAUVEGRAIN A LA VALETTE-  
DU-VAR**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, M. Cheikh MANSOUR, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

**ABSENTS :**

Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, Mme Geneviève LEVY, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 24/730**

**BUREAU DU 23 DÉCEMBRE 2024**

**O B J E T : CONSTITUTION D'UNE SERVITUDE DE PASSAGE ET  
DE CANALISATION AU PROFIT DE LA METROPOLE  
SUR UNE PARCELLE CADASTREE SECTION AT N°  
0118 SISE QUARTIER SAUVEGRAIN A LA VALETTE-  
DU-VAR**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la  
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au  
Bureau,

**VU** le protocole en date du 5 janvier 2023,

**CONSIDERANT** que le réseau public de distribution d'eau potable située sur la commune de la Valette-du-Var Montée du Thouar, a dû faire l'objet de travaux de renouvellement pour assurer sa pérennité dans le temps,

**CONSIDERANT** que l'Etat, propriétaire de la parcelle située à la Valette-du-Var quartier Sauvegrain, cadastrée section AT n° 0118, a donné son autorisation aux services de la Métropole, compétente en matière d'adduction en eau potable, pour effectuer ces travaux sur sa parcelle, aux termes d'un protocole en date du 5 janvier 2023,

**CONSIDERANT** que l'Etat a accepté de laisser le libre accès aux services de la métropole Toulon Provence Méditerranée, ainsi qu'à son exploitant délégué le cas échéant, et aux entreprises mandatées pour la préparation et l'exécution des travaux de pose de canalisations,

**CONSIDERANT** que la conduite d'eau potable existante est implantée sur la parcelle située à la Valette-du-Var quartier Sauvegrain, cadastrée section AT n° 0118 à une profondeur moyenne de 1,20 mètre,

**CONSIDERANT** que les travaux consistant en la création d'une nouvelle canalisation en parallèle du réseau alors existant ont été réalisés,

**CONSIDERANT** que l'Etat a accepté de consentir un droit de passage d'une canalisation souterraine d'eau potable à titre de servitude réelle et perpétuelle, au profit de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, sur l'implantation des canalisations d'eau potable, sous condition que la Métropole s'engage à faire publier la servitude de passage de cette canalisation par acte notarié, à ses frais,

**CONSIDERANT** que cette servitude aura pour fonds servant la parcelle située à la Valette-du-Var, quartier Sauvegrain, cadastrée section AT N° 0118, pour une superficie totale de 74.561 m<sup>2</sup>,

**CONSIDERANT** que le droit de passage s'exercera à une profondeur moyenne de 1,20 mètre et ce exclusivement sur une bande d'une largeur de quatre mètres et une longueur de 310 mètres environ telle que son emprise est figurée au plan annexé,

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée entretiendra ce droit de passage à ses frais exclusifs,

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'oblige à remettre à ses frais le fonds servant dans l'état où il a été trouvé avant tous travaux ultérieurs de réparations, de manière à apporter à son propriétaire le minimum de nuisances,

**CONSIDERANT** qu'en cas de détérioration apportée à cette canalisation du fait du propriétaire du fonds servant, ce dernier devra en effectuer à ses seuls frais la réparation sans délai,

**CONSIDERANT** que la présente constitution de servitude est évaluée à cent cinquante euros (150,00 €),

**CONSIDERANT** que la parcelle située à la Valette-du-Var quartier Sauvegrain, cadastrée section AT n° 0118 va être vendue par l'Etat à la commune de la Valette-du-Var aux termes d'un acte à recevoir par Maître Stéphane BOYER notaire à Toulon, contenant constitution de la présente servitude,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

### **ARTICLE 2**

**D'ACCEPTER** la constitution d'un droit de passage d'une canalisation souterraine d'eau potable à titre de servitude réelle et perpétuelle sur la parcelle sise sur la commune de la Valette-du-Var quartier Sauvegrain cadastrée section AT n° 0118 (fonds servant) appartenant actuellement à l'Etat, et en cours de cession à la commune de la Valette-du-Var, au bénéfice du domaine public métropolitain (fonds dominant), dont l'assiette correspond au tracé indiqué sur le plan de recollement joint en annexe.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que cette servitude est établie dans le cadre des travaux suivants :

- les travaux préparatoires (géo détection, sondages).
- la réalisation d'une tranchée y compris l'évacuation des déblais.
- la pose en tranchée de 240 mètres de canalisation en fonte ductile de diamètre 400mm.
- les raccordements des réseaux amont et aval.
- le remblaiement des tranchées.
- la remise en état des lieux et des zones empruntées.

## **ARTICLE 8**

**DE DIRE** que les crédits nécessaires prévus sont inscrits au budget annexe Assainissement 2024 (et suivants), opération 23801, chapitre 21, article 2111.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 23 décembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



POUR	9
CONTRE	0
ABSTENTION	0

#### **ARTICLE 4**

**DE DIRE** que la constitution de cette servitude est évaluée à consentie à cent cinquante euros (150,00 €).

#### **ARTICLE 5**

**DE DIRE** que le propriétaire du fonds servant accepte de laisser le libre accès à la Métropole TPM ainsi qu'à son délégataire et aux entreprises mandatées par elle pour réaliser les travaux et intervenir en cas de besoin sur l'emprise de la conduite pour procéder à tous les contrôles nécessaires sur l'état des conduites et procéder le cas échéant à des travaux sur celles-ci et tous les équipements réalisés dans le cadre des travaux.

#### **ARTICLE 6**

**D'AUTORISER** Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à intervenir à la signature de l'acte authentique contenant vente par l'Etat au profit de la commune de la Valette-du-Var de la parcelle cadastrée section AT n° 0118, en vue de la régularisation de la servitude de passage et de canalisation, à recevoir par Maître Stéphane BOYER, notaire à Toulon.

#### **ARTICLE 7**

**DE DIRE** que les frais d'acte afférents à la constitution de la servitude seront à la charge de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.



**Protocole d'accord entre :**  
**la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le propriétaire des**  
**parcelles AT0118 Commune de La Valette**

• **Entre les soussignés :**

L'ETAT, représenté par le directeur départemental des finances publiques du Var, sur délégation de compétences reçue par M Jean Michel BLANCHARD, par arrêté préfectoral du 9 décembre 2022, ayant lui-même signé un arrêté de subdélégation à Mme Marie-Christine BELLUOT, chef du service local du Domaine, par arrêté du 12/12/2022, publié au RAA N° 231 spécial du 15/12/2022

Désignés ci-après par « le propriétaire »,

• **Et le Maître d'Ouvrage :**

La **Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE**, ayant son siège situé 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représenté par son Président Monsieur Hubert FALCO.

Désignée ci-après par « T.P.M. »

**I. OBJET :**

Le réseau public de distribution d'eau potable Montée du Thouar doit faire l'objet de travaux de renouvellement pour assurer sa pérennité dans le temps.

La conduite d'eau potable existante est implantée sur la parcelle AT0118 à une profondeur moyenne de 1,20 mètre. Les travaux consistent en la création d'une nouvelle canalisation en parallèle du réseau existant.

Dans le cadre de ces travaux, le propriétaire susnommé accepte :

- de laisser le libre accès à T.P.M., compétente en matière d'adduction en eau potable, ainsi qu'à son exploitant délégué le cas échéant, et aux entreprises mandatées pour la préparation et l'exécution des travaux de pose de canalisations,
- de consentir une servitude de passage et de canalisation au profit de T.P.M. sur l'implantation des canalisations d'eau potable, **sous condition que la Métropole s'engage à faire publier la servitude de passage de cette canalisation par acte notarié, à ses frais. MTPM devra justifier des démarches en ce sens auprès du service local du Domaine avant le 30 juin 2023.**

**II. ORGANISATION DU CHANTIER :**

- 1) Un constat d'huissier sera effectué aux frais de T.P.M. afin de consigner par écrit et support graphique (photos), et en accord avec le propriétaire, l'état initial de la zone concernée par les travaux et environnant.
- 2) T.P.M. s'engage à rendre, en fin de travaux, la zone concernée en son état initial, excepté les éventuelles modifications dues aux particularités prises en accord avec le propriétaire et consignées ci-après.
- 3) Un planning d'intervention ainsi **que des** plans d'exécution seront communiqués avant l'intervention programmée sur site.
- 4) L'implantation de la canalisation sera matérialisée par traçage avant le début des travaux.

- 5) Le maître d'œuvre s'engage à être présent à toutes les réunions de chantiers, du début des travaux jusqu'à la remise en état de la parcelle, afin de garantir au propriétaire susnommé le respect des dispositions prévues par le présent protocole.

### **III. CONSISTANCE DES TRAVAUX :**

Les travaux comprennent :

- les travaux préparatoires (géodétection, sondages),
- la réalisation d'une tranchée y compris l'évacuation des déblais,
- la pose en tranchée de 240 mètres de canalisation en fonte ductile de diamètre 400mm,
- les raccordements des réseaux amont et aval,
- le remblaiement des tranchées.
- la remise en état des lieux et des zones empruntées conformément au constat d'huissier initial, à l'exception des modifications apportées à la demande de la copropriété et consignés ci dessus

Tous les équipements et matériaux dégradés durant les travaux ou durant la période de stockage feront l'objet d'un remplacement à l'identique aux frais de l'entreprise en charge des travaux.

### **IV. SERVITUDE :**

Selon nécessité, le propriétaire s'engage à réitérer le présent protocole d'accord par acte administratif ou notarié à 1<sup>ère</sup> demande de TPM. **Les frais de cette régularisation par acte notarié seront à la charge exclusive de TPM.**

Les limites de servitude seront définies d'après le tracé définitif de la conduite.

Lu et approuvé,

à TOULON, le

Le propriétaire,

5/01/2023  
DELEGATION,  
Inspectrice Divisionnaire  
Marie-Christine BELLUOT

à TOULON, le

Le président de Toulon Provence Méditerranée,

Hubert FALCO

Pièce Jointe :  
extrait du plan du tracé projeté  
de la canalisation à l'échelle 1/250'



G commune	Contenance	Surface bâtie	Adresse	C. propriétaire
LA VALETTE DU VAR (830144)	74561 m <sup>2</sup>	6 m <sup>2</sup>	COUPIANE, LA VALETTE DU VAR	+02833



Échelle : 1:2600

**Propriétaire(s)**

ETAT PAR DIRECTION DE L IMMOBILIER DE L ETAT	Propriétaire	DD DES FINANCES PUBLIQUES 0000 PL BESAGNE CS 91409 83056 TOULON CEDEX
CDC HABITAT	Gestionnaire d' un bien de l'état	0033 AV PIERRE MENDES FRANCE 75013 PARIS

**Informations d'urbanisme**

Zonage(s)(POS ou PLU)

N	N - Zone naturelle qui fait l'objet d'une protection particulière	99,70%
Prescription(s)		
-	Espace boisé classé	55,54%
-	Espace boisé classé	18,31%
-	Espace boisé classé	18,16%

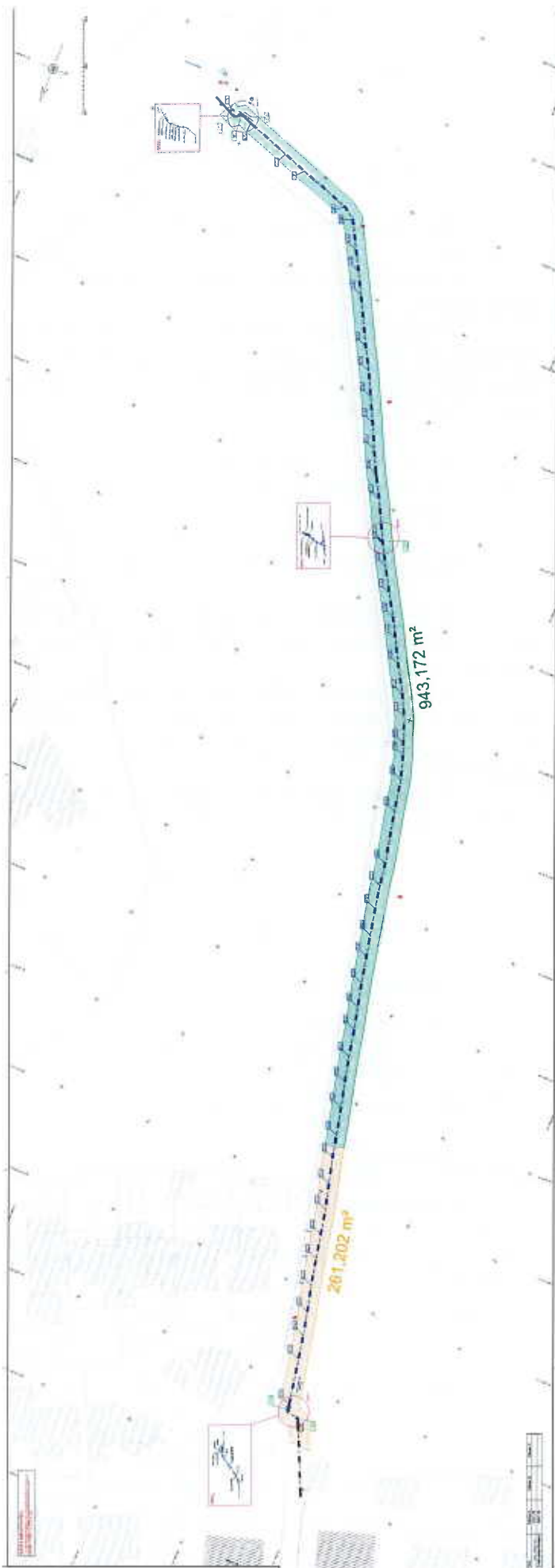

**METROPOLE TPM**  
Metropole de la Région de la Métropole

**DIRECTION GÉNÉRALE**  
Service des Travaux Publics

**PROJET DE TRAVAIL**

Plan de Visibilité	
Projet de Travaux	Projet de Travaux
Projet de Travaux	Projet de Travaux
Projet de Travaux	Projet de Travaux
Projet de Travaux	Projet de Travaux

Projet de Travaux	Projet de Travaux
Projet de Travaux	Projet de Travaux
Projet de Travaux	Projet de Travaux
Projet de Travaux	Projet de Travaux
Projet de Travaux	Projet de Travaux





101569503

SB/SB/

**L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE,**

**LE**

**A TOULON (Var), 323 (ex 60) rue Jean Jaurès, au siège de l'Office Notarial, ci-après nommé,**

**Maître Stéphane BOYER, Notaire Associé de la Société Civile Professionnelle « Stéphane BOYER, Eric BOYER et Nicolas BOYER, Notaires associés », société titulaire d'un Office Notarial à TOULON (Var), 323 (ex 60) rue Jean Jaurès, identifié sous le numéro CRPCEN 83045,**

**Avec la participation de Maître Stéphan OSTRÉ, Notaire Associé à LA VALETTE DU VAR, assistant l'ACQUEREUR,**

**Ici présent**

**A RECU LA PRESENTE VENTE à la requête des parties ci-après identifiées.**

Cet acte comprend deux parties pour répondre aux exigences de la publicité foncière, néanmoins l'ensemble de l'acte et de ses annexes forme un contrat indissociable et unique.

**La première partie dite "partie normalisée"** constitue le document hypothécaire normalisé et contient toutes les énonciations nécessaires tant à la publication au fichier immobilier qu'à la détermination de l'assiette et au contrôle du calcul de tous impôts, droits et taxes.

**La seconde partie dite "partie développée"** comporte des informations, dispositions et conventions sans incidence sur le fichier immobilier.

#### **PARTIE NORMALISEE**

#### **IDENTIFICATION DES PARTIES**

##### **- VENDEUR -**

##### **L'ETAT FRANCAIS**

Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret du 4 janvier 1955, il est mentionné que l'Etat n'est pas inscrit au répertoire des entreprises prévu par le décret n° 73-314 du 14 mars 1973 modifié (SIREN).

##### **- ACQUEREUR -**

La **COMMUNE DE LA VALETTE DU VAR**, Autre collectivité territoriale, personne morale de droit public située dans le département du Var, dont l'adresse est à LA VALETTE-DU-VAR (83160), Place du Général de Gaulle, identifiée au SIREN sous le numéro 218301448.

#### **QUOTITES ACQUISES**

La COMMUNE DE LA VALETTE DU VAR acquiert la pleine propriété.

#### **INTERVENTION**

La **METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, Etablissement Public de Coopération Inter Communale, personne morale de droit public située dans le département du Var, dont le siège est à TOULON (83041), 107 boulevard Henri Fabre CS 30536, identifiée au SIREN sous le numéro 248300543.

Etant ici précisé, que la Métropole «TOULON PROVENCE MEDITERRANEE» a été créée suivant décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017, avec entrée en vigueur au 1er janvier 2018, portant création de la Métropole dénommée «Toulon-Provence-Méditerranée» par transformation de la communauté d'agglomération Toulon-Provence-Méditerranée en application des articles L.5217 et suivants du code général des collectivités territoriales tels que modifiés par la loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain.

Cette modification n'a pas entraîné la création d'une nouvelle personne morale.

Une copie dudit décret est demeurée ci-annexée aux présentes.

### **PRESENCE - REPRESENTATION**

**L'ETAT FRANCAIS** est représenté à l'acte par Monsieur Jean-Michel BLANCHARD, Directeur départemental des finances publiques du Var en application du code général de la propriété des personnes publiques et de la délégation préfectorale n° 2023/58/MCI du 21 août 2023, régulièrement publiée au recueil des actes administratifs le 21 août 2023 sous le numéro 156.

Ledit Monsieur Jean-Michel BLANCHARD, lui-même représenté par Madame Marie-Christine BELLUOT, adjointe au chef du pôle domanial, inspectrice divisionnaire des finances publiques, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes aux termes de l'article 2 de l'arrêté du 05 septembre 2024 portant subdélégation de signature en matière domaniale, régulièrement publiée au recueil des actes administratifs le 12 septembre 2024 sous le numéro 248/2024.

Copie de la délégation et subdélégation demeurent ci-jointes et annexées aux présentes.

- La **COMMUNE DE LA VALETTE DU VAR** est représentée à l'acte par Monsieur Thierry ALBERTINI, Maire de LA VALETTE DU VAR, habilité à l'effet des présentes par une délibération du conseil municipal du 06 avril 2022 – N° 2022/DEL/73, dont une ampliation est annexée.

Suivi d'une décision du maire en date 19 mars 2024 acceptant l'exercice du droit de priorité délégué par la Métropole Toulon Provence Méditerranée à la Ville de La Valette-du-Var, par décision n° DP 24/146 du 26 février 2024. Ladite décision envoyé et reçu en préfecture le 26 février 2024, publié le 26 février 2024. ID : 083-248300543-20240226-lmc1321989-DE-1-1, dont une ampliation est annexée.

Et d'une délibération du conseil municipal du 30 septembre 2024 autorisant Monsieur le Maire à signer l'acte authentique ainsi que tous les documents inhérents. Ladite décision envoyé et reçu en préfecture le 07 octobre 2024, publié le 07 octobre 2024. ID : 083-218301448-20211002-2024 DEL 201-DE, dont une ampliation est annexée.

- La **METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE** est représentée à l'acte par Madame Valérie PAECHT, Directrice Générale des Services, habilitée à l'effet des présentes en vertu d'une délégation de pouvoirs consentie par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, aux termes d'un arrêté n° ++++ en date du +++ affichée à l'Hôtel de la Métropole, le ++++ et validée par la Préfecture le ++++, dont une copie est demeurée ci-annexée.

Le représentant de la Métropole déclare que ledit arrêté n'a fait l'objet d'aucun recours auprès du Tribunal Administratif.

Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du Bureau Métropolitain n°++++ du 04 mai 2023, dont une copie est demeurée ci-annexée et spécialement habilité à l'effet des présentes en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés aux termes d'une décision du Bureau métropolitain n° ++++ en date du ++++.

#### DECLARATIONS SUR LA CAPACITE

Le **VENDEUR** déclare avoir la pleine capacité pour contracter aux présentes, n'étant soumis ni susceptible d'être soumis à aucune mesure pouvant porter atteinte à celle-ci.

En outre, il déclare que les mentions le concernant relatées ci-dessus sont exactes et complètes.

De son côté, le représentant de l'**ACQUEREUR** déclare avoir pleine capacité pour contracter selon les termes et conditions des présentes ainsi qu'il en a justifié au notaire soussigné par la production des pièces sus-indiquées, et atteste de l'inscription de la dépense engagée au budget de la commune.

#### DOCUMENTS RELATIFS A LA CAPACITE ET A LA QUALITE DES PARTIES

Les pièces suivantes ont été produites à l'appui des déclarations du **VENDEUR** sur sa capacité :

Ces documents ne révèlent aucun empêchement à la signature des présentes.

#### DECLARATION D'INUTILITE

Observation est ici faite que les biens, objets des présentes, appartiennent au domaine privé de l'Etat conformément à l'article L. 2211-1 du Code Général de la propriété des personnes publiques (CGPPP).

Etant ici précisé que par décision en date du 23 septembre 2010 le ministère des armées a décidé :

- De déclasser du Domaine Public, l'immeuble désigné ci-après, devenu inutile aux besoins des armées. Ledit immeuble immatriculé au TPGE sous le numéro : 830 01 341, immatriculé au fichier des armées sous le numéro 830 144 508 Y et immatriculé au fichier CHORUS sous le numéro 159509.

- De donner son agrément à sa remise au service France Domaine de la Trésorerie Générale du Var aux fins de diligenter sa cession par appel d'offres avec mise en concurrence,

- Que le produit de cette aliénation sera rétabli au budget du ministre des Armées, via le compte d'affectation spéciale "gestion du patrimoine immobilier de l'Etat" (programme 723, BOP 723 – C001 – ministère de la défense).

- Que le directeur de l'établissement du service d'infrastructure de la Défense (ESID) de Toulon est habilité à signer le procès-verbal de remise de l'immeuble considéré et à assister le Directeur Départemental des Finances Publiques du Var, lors de la signature de l'acte correspondant.

Cette déclaration d'inutilité référencée DEF/SGA/DMPA/SDIE/B.POL.D.48 21879 du 23 septembre 2010, est demeurée ci-annexée après mention.



### DELIBERATION MUNICIPALE

Le représentant de la commune spécialement autorisé à réaliser la présente opération aux termes d'une délibération motivée de son conseil municipal ainsi qu'il est indiqué ci-dessus, déclare :

- que la délibération a été publiée dans la huitaine sous forme d'affichage d'extraits du compte-rendu de la séance ainsi que sur le site internet de la commune, tel que l'article L 2121-25 du Code général des collectivités territoriales le prévoit,
- que le délai de deux mois prévu par l'article L 2131-6 du Code général des collectivités territoriales s'est écoulé sans qu'il y ait eu notification d'un recours devant le tribunal administratif pour acte contraire à la légalité.

### TERMINOLOGIE

Le vocable employé au présent acte est le suivant :

- Le mot "**VENDEUR**" désigne le ou les vendeurs, présents ou représentés. En cas de pluralité de vendeurs, ils contracteront les obligations mises à leur charge aux termes des présentes solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit nécessairement rappelée à chaque fois.
- Le mot "**ACQUEREUR**" désigne la commune.
- Les mots "**LES PARTIES**" désignent ensemble le **VENDEUR** et l'**ACQUEREUR**.
- Les mots "**BIEN**" ou "**BIENS**" ou "**IMMEUBLE**" désigneront indifféremment les biens de nature immobilière objet des présentes.
- Les mots "**biens mobiliers**" ou "**mobilier**", désigneront indifféremment, s'il en existe, les meubles et objets mobiliers se trouvant dans le ou les biens de nature immobilière et transmis avec ceux-ci.
- Le mot "annexe" désigne tout document annexé. Les annexes forment un tout indissociable avec l'acte.

### NATURE ET QUOTITE DES DROITS IMMOBILIERS

Le **VENDEUR** vend pour sa totalité en pleine propriété à l'**ACQUEREUR**, qui accepte, le **BIEN** dont la désignation suit.

### IDENTIFICATION DU BIEN

#### DESIGNATION

A LA VALETTE-DU-VAR (VAR) 83160 Quartier Sauvegrain.

Entre La Valette et La Garde, une parcelle correspondant à un vaste tènement de configuration massive et irrégulière, de forte déclivité certains endroits, épousant le versant Nord de la Colline du Thouar, en nature de pinède avec maquis bas de type méditerranéenne.

La parcelle est accessible, par une voie asphaltée, depuis l'avenue Pierre Le Coffic sur la commune de La Garde (voie signalée "Parking réservoir"), passant par les parcelles AI 715, 714, 520 et 465 (propriété de la commune de La Garde).

Il n'y a actuellement pas d'accès direct par des voies communales sur la commune de La Valette du Var, hors un accès piétonnier depuis le Quartier Entrevert (Rue Hermès).

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AT	118	Coupiane	07 ha 45 a 61 ca

#### **EFFET RELATIF**

Acte administratif du 12 octobre 1967, publié au service de la publicité foncière de TOULON 2 le 15 janvier 1967, volume 4716, numéro 16.

#### **CONSTITUTION DE SERVITUDE**

##### **Nature de la servitude**

##### **Servitude de passage de canalisation**

Le VENDEUR déclare:

- Que le réseau public de distribution d'eau potable Montée du Thouar a fait l'objet de travaux de renouvellement pour assurer sa pérennité dans le temps.
- Que la conduite d'eau potable existante est implantée sur la parcelle AT0118 à une profondeur moyenne de 1,20 mètre.
- Que la M.T.P.M. a réalisé des travaux consistant en la création d'une nouvelle canalisation en parallèle du réseau alors existant,
- Avoir accepté de laisser le libre accès à T.P.M., compétente en matière d'adduction en eau potable, ainsi qu'à son exploitant délégué le cas échéant, et aux entreprises mandatées pour la préparation et l'exécution des travaux de pose de canalisations,
- Avoir accepté de consentir une servitude de passage et de canalisation au profit de la M.T.P.M. sur l'implantation des canalisations d'eau potable, sous condition que la Métropole s'engage à faire publier la servitude de passage de cette canalisation par acte notarié, à ses frais.

Le VENDEUR déclare que les travaux ont été réalisés par la M.T.P.M., mais que l'acte contenant constitution de servitude n'a jamais été régularisé jusqu'à ce jour.

- Par suite, à titre de servitude réelle et perpétuelle, l'ACQUEREUR aux présentes, propriétaire du fonds servant constitue au profit de la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE, ce qui est accepté par cette dernière, un droit de passage d'une canalisation souterraine d'eau potable.

#### **DESIGNATIONS DES BIENS**

##### **Fonds servant**

**Propriétaire :**

COMMUNE DE LA VALETTE DU VAR, ACQUEREUR aux présentes

**Désignation :**

A LA VALETTE-DU-VAR (VAR) 83160 Quartier Sauvegrain, la parcelle figurant ainsi au cadastre AT numéro 118 lieudit Coupiane pour 07 ha

Section	N°	Lieudit	Surface
AT	118	Coupiane	07 ha 45 a 61 ca

**Effet relatif**

Acquisition objet des présentes et qui sera publiée en même temps que les présentes auprès du service de la publicité foncière compétent.

**MODALITES D'EXERCICE DE LA SERVITUDE**

Ce droit de passage s'exercera à une profondeur moyenne de 1,20 mètre et ce exclusivement sur une bande d'une largeur de mètres et une longueur de mètres telle que son emprise est figurée au plan annexé approuvé par les parties. Cette canalisation part de pour aboutir à

la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE l'entretiendra à ses frais exclusifs.

la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE s'oblige à remettre à ses frais le fonds servant dans l'état où il a été trouvé tant avant les travaux d'installation qu'avant tous travaux ultérieurs de réparations, de manière à apporter à son propriétaire le minimum de nuisances.

En cas de détérioration apportée à cette canalisation du fait du propriétaire du fonds servant, ce dernier devra en effectuer à ses seuls frais la réparation sans délai.

**EVALUATION**

La présente constitution de servitude est évaluée à cent cinquante euros (150,00 eur).

**CHARGES ET CONDITIONS LIEES AU CALCUL DE L'IMPOT**

Les charges et conditions ne donnant pas lieu à taxation figurent en partie développée de l'acte.

Les frais de la vente et ceux qui en seront la suite et la conséquence sont à la charge exclusive de l'**ACQUEREUR** qui s'y oblige.

**PROPRIETE JOUISSANCE**

L'**ACQUEREUR** est propriétaire du **BIEN** à compter de ce jour.

Il en a la jouissance à compter du même jour par la prise de possession réelle, les parties déclarant que le **BIEN** est entièrement libre de location ou occupation et encombrements quelconques.

**PRIX**

La vente est conclue moyennant le prix de **CENT QUATRE-VINGT-SIX MILLE EUROS (186.000,00 EUR)**.

Le paiement de ce prix aura lieu de la manière indiquée ci-après.

### PAIEMENT DU PRIX

Le paiement doit intervenir, conformément aux dispositions de l'article D 1617-19, premier alinéa, du Code général des collectivités territoriales portant établissement des pièces justificatives des paiements des communes, départements, régions et établissements publics locaux.

Toutefois, le **VENDEUR**, conformément aux dispositions de l'article L 2241-3 du Code général des collectivités territoriales, requiert l'**ACQUEREUR** de faire effectuer le paiement du prix entre les mains du notaire soussigné, à charge par celui-ci, s'il y a lieu, de procéder sous sa responsabilité à la purge de tous privilèges, hypothèques ou saisies pouvant grever l'immeuble.

Le comptable public étant déchargé de toute responsabilité par ce mode de paiement, l'**ACQUEREUR** s'oblige à faire émettre le mandat nécessaire pour que celui-ci ait lieu entre les mains du notaire soussigné **dans le délai d'un mois à compter de la signature des présentes.**

Le règlement ainsi effectué libérera entièrement l'**ACQUEREUR**.

En raison de ce que la remise des fonds sera ainsi effectuée au notaire soussigné, la présentation au comptable public d'un état des inscriptions hypothécaires délivré sur formalités ne sera pas nécessaire.

### ABSENCE DE CONVENTION DE SEQUESTRE

Les parties conviennent, directement entre elles et après avoir reçu toutes les informations en la matière de la part du rédacteur des présentes, de ne séquestrer aucune somme à la sûreté des engagements pris dans l'acte.

### FORMALITE FUSIONNEE

L'acte sera soumis à la formalité fusionnée, dans le mois de sa date, au service de la publicité foncière de TOULON 2.

### DECLARATIONS FISCALES

#### IMPOT SUR LA PLUS-VALUE

**Exonération de plus-values immobilières – Article 150 U I du Code général des impôts.**

Le **VENDEUR** n'est pas soumis à l'impôt sur les plus-values compte tenu de sa qualité.

### AVIS DE L'AUTORITE COMPETENTE DE L'ETAT

En application des dispositions de l'article L 1211-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les présentes ont été précédées de l'avis de l'autorité compétente de l'Etat délivré à la date du 2 février 2024.

Cet avis est annexé.

### IMPOT SUR LA MUTATION

La vente est exonérée de taxe de publicité foncière en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code général des impôts.

L'assiette des droits est de CENT QUATRE-VINGT-SIX MILLE EUROS (186.000,00 EUR).

**DROITS**

			<u>Mt à payer</u>
<i>Taxe départementale</i>			
186 000,00	x 0,00 %	=	0,00
<i>Frais d'assiette</i>			
0,00	x 0,00 %	=	0,00
<b>TOTAL</b>			<b>0,00</b>

**CONTRIBUTION DE SECURITE IMMOBILIERE**

Les dispositions du présent acte à publier au fichier immobilier sont exonérées de la contribution de sécurité immobilière en application des dispositions du II de l'article 879 du Code général des impôts.

**FIN DE PARTIE NORMALISEE**

## PARTIE DEVELOPPEE

### EXPOSE

La vente concerne un **BIEN** sur lequel l'**ACQUEREUR** a exercé son droit de priorité suite à une déclaration d'intention d'aliéner de la part du **VENDEUR**. La notification du droit de priorité est datée du 05 février 2024, reçue à l'hôtel de ville de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et en Mairie de la Valette-du-Var respectivement le 08 février 2024 et 09 février 2024 et la décision d'exercer ce droit de la commune est datée du 19 mars 2024, ces deux documents étant annexés. Etant ici précisé que la délibération prise à cet effet a été transmise au représentant de l'Etat avant l'expiration du délai de deux mois fixé par les dispositions de l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme, ainsi qu'il est porté sur l'ampliation de la délibération ci-après visée.

## CONDITIONS ET DECLARATIONS GENERALES

### GARANTIE CONTRE LE RISQUE D'EVICION

Le **VENDEUR** garantit l'**ACQUEREUR** contre le risque d'éviction conformément aux dispositions de l'article 1626 du Code civil.

A ce sujet le **VENDEUR** déclare :

- qu'il n'existe à ce jour aucune action ou litige en cours pouvant porter atteinte au droit de propriété,
- qu'il n'y a eu aucun empiètement sur le fonds voisin,
- que le **BIEN** ne fait l'objet d'aucune injonction de travaux,
- qu'il n'a conféré à personne d'autre que l'**ACQUEREUR** un droit quelconque sur le **BIEN** pouvant empêcher la vente,
- subroger l'**ACQUEREUR** dans tous ses droits et actions relatifs au **BIEN**.

### GARANTIE DE JOUISSANCE

Le **VENDEUR** déclare qu'il n'a pas délivré de congé à un ancien locataire lui permettant d'exercer un droit de préemption.

### GARANTIE HYPOTHECAIRE

Le **VENDEUR** s'oblige, s'il existe un ou plusieurs créanciers hypothécaires inscrits, à régler l'intégralité des sommes pouvant leur être encore dues, à rapporter à ses frais les certificats de radiation des inscriptions, et à en justifier auprès de l'**ACQUEREUR**.

Un état hypothécaire délivré le 08 juillet 2024 et certifié à la date du 04 juillet 2024 ne révèle aucune inscription ni prénotation.

Le **VENDEUR** déclare que la situation hypothécaire est identique à la date de ce jour et n'est susceptible d'aucun changement.



### SERVITUDES

L'**ACQUEREUR** profite ou supporte les servitudes ou les droits de jouissance spéciale, s'il en existe.

Le **VENDEUR** déclare :

- ne pas avoir créé ou laissé créer de servitude ou de droit de jouissance spéciale qui ne seraient pas relatés aux présentes, à l'exception de qui va être indiqué ci-après.
- qu'à sa connaissance, il n'existe pas d'autres servitudes ou droits de jouissance spéciale que celles ou ceux résultant, le cas échéant, de l'acte, de la situation naturelle et environnementale des lieux et de l'urbanisme.

### IMPOTS ET TAXES

L'**ACQUEREUR** est redevable à compter de ce jour des impôts et contributions.

### ASSURANCE

L'**ETAT** étant son propre assureur, l'**ACQUEREUR** déclare être parfaitement informé de son obligation immédiate de souscription d'une police d'assurance, et devra en justifier à l'**ETAT** à la garantie du paiement du prix stipulé payable à terme.

### CONTRAT D'AFFICHAGE

Le **VENDEUR** déclare qu'il n'a pas été conclu de contrat d'affichage.

### ETAT DU BIEN

L'**ACQUEREUR** prend le **BIEN** dans l'état où il se trouve au jour de l'entrée en jouissance, sans recours contre le **VENDEUR** pour quelque cause que ce soit notamment en raison :

- des vices apparents,
- des vices cachés.

S'agissant des vices cachés, il est précisé que cette exonération de garantie ne s'applique pas :

- si le **VENDEUR** a la qualité de professionnel de l'immobilier ou de la construction, sauf si l'**ACQUEREUR** a également cette qualité,
- ou s'il est prouvé par l'**ACQUEREUR**, dans le délai légal, que les vices cachés étaient en réalité connus du **VENDEUR**.

Toutefois, le **VENDEUR** est avisé que, s'agissant des travaux qu'il a pu exécuter par lui-même, la jurisprudence tend à écarter toute efficacité de la clause d'exonération de garantie des vices cachés.

En cas de présence de déchets, le propriétaire du **BIEN** devra supporter le coût de leur élimination, qu'ils soient les siens ou ceux de producteurs ou de détenteurs maintenant inconnus ou disparus.

Le propriétaire simple détenteur de déchet ne peut s'exonérer de cette obligation que s'il prouve qu'il est étranger à l'abandon des déchets et qu'il n'a pas permis ou facilité cet abandon par un tiers par complaisance ou négligence.

Le Code de l'environnement, en son article L 541-1-1, définit le déchet comme toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire.

## **DISPOSITIONS RELATIVES A L'URBANISME**

### **URBANISME**

#### **Enonciation des documents obtenus**

##### **Certificat d'urbanisme d'information**

Un certificat d'urbanisme d'information dont l'original est annexé a été délivré sous le numéro+++, le +++.

Le contenu de ce certificat dont le détail a été intégralement porté à la connaissance des parties, ce qu'elles reconnaissent, est le suivant :

- Les dispositions d'urbanisme applicables.
- Les servitudes d'utilité publique.
- Le droit de préemption.
- Le régime des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain.
- Les avis ou accords nécessaires.
- Les observations.

Les parties :

- S'obligent à faire leur affaire personnelle de l'exécution des charges et prescriptions et du respect des servitudes publiques et autres limitations administratives au droit de propriété qui sont mentionnées en ce document au caractère purement informatif et dont elles déclarent avoir pris connaissance.
- Reconnassent que le notaire soussigné leur a fourni tous éclaircissements complémentaires sur la portée, l'étendue et les effets de ces charges et prescriptions.
- Déclarent qu'elles n'ont jamais fait de l'obtention d'un certificat d'urbanisme pré-opérationnel et de la possibilité d'exécuter des travaux nécessitant l'obtention préalable d'un permis de construire une condition des présentes.

### **DISPOSITIFS PARTICULIERS**

#### **Citerne de gaz**

Le **VENDEUR** déclare que l'immeuble n'est pas équipé d'une citerne de gaz.

**Cuve à fuel**

Le **VENDEUR** déclare que l'immeuble n'est pas équipé d'une cuve à fuel.

**Cuve enterrée**

Le **VENDEUR** déclare que le **BIEN** n'est pas équipé d'une cuve enterrée.

**VOLET PYROTECHNIQUE**

Aux termes d'une attestation en date du 15 octobre 1997 délivré par Philippe CHATENAUD, général de corps d'armée gouverneur militaire de Marseille, commandant la circonscription militaire de défense de Marseille, il a été précisé que l'immeuble objet des présentes n° 830 137 038Q, dénommée Quartier Sauvegrain, a fait l'objet d'un examen et qu'il a été jugé que le terrain ne nécessitait des opérations de dépollution pyrotechnique préalables.

En conséquence, cet immeuble peut faire l'objet d'une cession sans ce type d'opérations.

L'attestation en date du 15 octobre 1997 demeure jointe et annexée aux présentes.

**DIAGNOSTICS ENVIRONNEMENTAUX****Etat des risques de pollution des sols**

Un état des risques de pollution des sols est annexé.

**SITUATION ENVIRONNEMENTALE****CONSULTATION DE BASES DE DONNEES ENVIRONNEMENTALES**

Les bases de données suivantes ont été consultées :

- Un système d'information géographique (Google Earth).
- La base de données relative aux risques naturels et technologiques (Géorisques).

Une copie de ces consultations est annexée.

**ORIGINE DE PROPRIETE**

L'ensemble appartient à l'ETAT pour l'avoir acquis de la ville de TOULON, suivant acte administratif du 12 octobre 1967, publié au service de la publicité foncière de TOULON 2 le 15 janvier 1967, volume 4716, numéro 16.

Originellement, les dites parcelles avaient été acquises par la Ville de TOULON de la société Immobilière du Domaine de SAINTE Claire dont le siège était à LA VALETTE DU VAR, Domaine de Sainte Claire suivante acte reçu par Me PIERONI et Me COURET, Notaires à TOULON les 25 février et 29 mars 1956, publié au Bureau des Hypothèques de TOULON le 290 septembre 1956, volume 187 numéro 41.

Antérieurement ces terrains faisaient partie d'un plus grand ensemble dépendant de la communauté réduite aux acquêts ayant existé entre Monsieur Paul CHANCEL et Madame Marie Cécile AZAIS, son épouse, demeurant ensemble à LA VALETTE DU VAR, par suite de l'acquisition qu'ils en avaient faite au cours de leur mariage de Monsieur Emile

ANDRE, demeurant à TOULON, suivant acte reçu par Me COURET, Notaire à TOULON, le 10 novembre 1939, transcrite au bureau des hypothèques de TOULON le 16 janvier 1940, volume 887 numéro 86.

Monsieur Emile ANDRE en était lui-même propriétaire pour les avoir acquis des consorts GENSOLLEN aux termes d'un acte reçu par Me COURET et Me BARD, tous deux notaires à TOULON, le 15 décembre 1928.

Une expédition dudit acte a été publiée au bureau des hypothèques de TOULON le 09 janvier 1929 volume 348 numéro 23.

Aux termes d'un acte reçu par Me KAUFFER, Notaire à TOULON le 22 décembre 1949, établissant les statuts de la société immobilière du Domaine de Sainte Claire, Monsieur CHANCEL a fait apport notamment à ladite société du Domaine de Sainte Claire dont partie a fait l'objet de la cession à la Ville de TOULON des 25 février et 29 mars 1956 précités

#### **CLAUDE DE COMPLEMENT DE PRIX**

En cas de revente dans les dix années des présentes, pour le tout ou pour partie, pour un prix supérieur au prix stipulé à la présente vente hors droits et frais de mutation, la ville versera à l'ETAT un complément de prix.

Ce complément correspondra à 50 % de la plus-value réalisée.

Cette plus-value sera égale à la différence entre la Valeur de la Mutation hors taxe et la Valeur d'Acquisition hors taxe, après déduction des coûts supportés, à savoir :

- frais d'études (techniques, urbanistiques, architecturales, faisabilité, ...) et de conseils ;
  - travaux et frais de réfection, de mise en sécurité ;
  - travaux d'aménagements, y compris les réseaux et viabilité ;
  - frais de diagnostic dépollution ;
  - travaux de dépollution et réhabilitation des sols ;
  - frais financiers réels (commission et intérêts d'emprunts, frais de dossier, ...)
- supportés par l'acquéreur au titre des financements mis en place pour couvrir les coûts ci-dessus.

Ne seront pas déductibles les impôts et taxes afférents à l'immeuble.

En cas de Mutation d'une partie de l'Immeuble, la plus-value nette sera déterminée en prenant comme Valeur d'Acquisition celle calculée au prorata de la superficie objet de la Mutation par rapport à la superficie de l'Immeuble telle qu'indiquée aux présentes.

L'acquéreur du site devra communiquer à l'État (Direction régionale des finances publiques des Bouches du Rhône, pôle de gestion domaniale) dans les quinze (15) jours de leur signature :

- tout acte de Mutation ou promesse de Mutation ;
- tout acte de cession de parts ou promesse de cession de parts et son annexe sur la méthode de valorisation des parts indiquant la valorisation retenue pour le bien ;
- la justification des frais supportés pendant la période de détention.

Cette régularisation devra intervenir dans les trente (30) jours de l'acte authentique constatant la Mutation du bien ou de l'acte de cession des titres de la société propriétaire du bien.

La présente clause ne pourra jamais avoir pour effet de remettre en cause la validité de la présente vente, le prix principal ou toute autre clause de la présente vente.

Cette clause s'appliquera à l'Acquéreur ou à tout sous-acquéreur successif en cas de mutation de l'immeuble intervenant dans les dix ans des présentes.

### CONCLUSION DU CONTRAT

Les parties déclarent que les dispositions de ce contrat ont été, en respect des règles impératives de l'article 1104 du Code civil, négociées de bonne foi. Elles affirment qu'il reflète l'équilibre voulu par chacune d'elles.

### DEVOIR D'INFORMATION RECIPROQUE

En application de l'article 1112-1 du Code civil qui impose aux parties un devoir précontractuel d'information, qui ne saurait toutefois porter sur le prix, le **VENDEUR** déclare avoir porté à la connaissance de l'**ACQUEREUR** l'ensemble des informations dont il dispose ayant un lien direct et nécessaire avec le contenu du présent contrat et dont l'importance pourrait être déterminante de son consentement.

Ce devoir s'applique à toute information sur les caractéristiques juridiques, matérielles et environnementales relatives au **BIEN**, ainsi qu'à son usage, dont il a personnellement connaissance par lui-même et par des tiers, sans que ces informations puissent être limitées dans le temps.

Le **VENDEUR** reconnaît être informé qu'un manquement à ce devoir serait sanctionné par la mise en œuvre de sa responsabilité, avec possibilité d'annulation du contrat s'il a vicié le consentement de l'**ACQUEREUR**.

Pareillement, l'**ACQUEREUR** déclare avoir rempli les mêmes engagements, tout manquement pouvant être sanctionné comme indiqué ci-dessus.

Le devoir d'information est donc réciproque.

En outre, conformément aux dispositions de l'article 1602 du Code civil, le **VENDEUR** est tenu d'expliquer clairement ce à quoi il s'oblige, tout pacte obscur ou ambigu s'interprétant contre lui.

Les **PARTIES** attestent que les informations déterminantes connues d'elles, données et reçues, sont rapportées aux présentes.

### ELECTION DE DOMICILE

Les parties élisent domicile :

- en leur demeure ou siège respectif pour l'exécution des présentes et de leurs suites,
- en l'office notarial pour la publicité foncière, l'envoi des pièces et la correspondance s'y rapportant.

### TITRES - CORRESPONDANCE ET RENVOI DES PIECES

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété à l'**ACQUEREUR** qui pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont il pourrait avoir besoin, et sera subrogé dans tous les droits du **VENDEUR** à ce sujet.

En suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces à l'**ACQUEREUR** devront s'effectuer à l'Hôtel de ville.

La correspondance auprès du **VENDEUR** s'effectuera à : Pôle Domanial - DDFIP DU VAR – TOULON – Place Besagne – 83000 TOULON.

### POUVOIRS - PUBLICITE FONCIERE

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière ou réparer une erreur matérielle telle que l'omission d'une pièce annexe dont le contenu est relaté aux



présentes, les parties agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs nécessaires à tout notaire ou à tout collaborateur de l'office notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

#### **AFFIRMATION DE SINCERITE**

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix.

Elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des sanctions fiscales et des peines correctionnelles encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation ainsi que des conséquences civiles édictées par l'article 1202 du Code civil

Le notaire soussigné précise qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre-lettre contenant augmentation du prix.

#### **CERTIFICATION D'IDENTITE**

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

#### **FORMALISME LIE AUX ANNEXES**

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

#### **DONT ACTE sans renvoi**

Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en en-tête du présent acte.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature manuscrite sur tablette numérique.

Le notaire, qui a recueilli l'image de leur signature, a lui-même apposé sa signature manuscrite, puis signé l'acte au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.